

EDITORIAL



Par
Nicolas Le Quintrec
Secrétaire fédéral
chargé des relations
avec les syndicats et les associations

Une volonté de réformer

Au moment où le rassemblement républicain s'impose face au cancer du chômage, le gouvernement a choisi le déni de démocratie. Il classe en perte et profit le plan Borloo à peine émergé pour déployer, unilatéralement, plus de flexibilité et plus de dérégulation.

Au Mans, les socialistes devront dégager les priorités d'action pour déterminer une ligne politique à la hauteur des enjeux. Pour cela, le PS doit se distancier d'une vision nostalgique d'une organisation sociale fondée sur le modèle fordiste lui-même remis en cause.

La complexité de la globalisation invite les forces politiques et syndicales à engager, de concert, une démarche réformatrice pour éviter l'immobilisme, le repli sur soi et, au bout du compte, une régression économique et sociale face aux nouvelles puissances émergentes.

Le contexte actuel exige responsabilité, autonomie, réactivité et adaptabilité de la part de l'entreprise et des salariés. De fait, il convient de redéfinir le compromis économique et social autour d'orientations clairement énoncées :

- **Repenser** le rôle de l'Etat autour d'une démocratie à trois temps, représentative, participative et sociale, elle-même organisée sur de multiples échelles de décision et d'intervention et axée sur trois instruments le contrat, la coopération et l'évaluation.

- **Opposer** aux libéraux le concept de la mobilité maîtrisée, celle des parcours professionnels centrés autour de la formation et des différents temps de la vie.

- **Dépasser** certains tabous comme celui d'un cadre concurrentiel contraignant en France et en Europe (ex : critères sociaux et territoriaux) ou celui de la capitalisation des entreprises françaises (+ 25 % sont détenues par des non-résidents) pour prévenir le risque de délocalisation.

- **Promouvoir** une politique d'activation de recherche d'emploi assise sur la confiance et le maintien des droits, sur un investissement conséquent dans l'accompagnement des personnes et sur la capacité de développer une offre qui reconnaît les parcours différenciés dans le cadre d'un service public de l'emploi.*

- **Stimuler** la demande par une valorisation du pouvoir d'achat et par la réduction de l'écart entre bas et hauts revenus. La France est l'un des pays d'Europe les plus inégalitaires dans ce domaine.

- **Investir** dans les infrastructures de la connaissance (recherche, enseignement supérieur, innovation, normes européennes) et de la recherche-développement (ex : énergie renouvelable).

En partant de l'existant, nous devons adapter et re-questionner l'acquis pour mieux évoluer collectivement et qualitativement.

* A définir par la synergie d'acteurs publics, privés, associatifs et institutionnels autour d'un plan d'action territorial et prospectif.

Politique de l'Emploi La priorité des Socialistes

Lors du Conseil fédéral du jeudi 22 septembre dernier, le Premier secrétaire fédéral - Gwendal Rouillard - et le Secrétaire fédéral chargé des relations avec les syndicats et les associations - Nicolas Le Quintrec - ont invité des représentants de la CFDT à venir faire le point sur la politique de l'emploi du gouvernement Villepin et ses conséquences locales. Ils ont également évoqué l'appel à la manifestation du 4 octobre prochain, auquel se joint le Parti socialiste.



Daniel Moaligou - Secrétaire départemental de la CFDT - et Stéphane Tual (Pays de Vannes et Pays de Ploërmel) sont venus faire le point - avec les membres du Conseil fédéral - sur la politique de l'emploi.

Dénonciation du CNE

Dans ses propos introductif, Daniel Moaligou a contesté le bien fondé du "contrat nouvelle embauche" mis en place depuis le 4 août dernier par le gouvernement Villepin. Au-delà de son scepticisme sur les effets sur l'emploi, le Secrétaire départemental de la CFDT a dénoncé une remise en cause sans comparaison du droit du travail et un mépris évident des organisations syndicales. Contrairement aux promesses habituelles pour garantir un dialogue social de qualité, le gouvernement a en effet procédé cet été par décrets et ordonnances.

Appelant de ses vœux la construction d'une réelle démocratie sociale en France et en Europe, il a également invité le Parti socialiste à réfléchir sur le rapport parti / syndicats.

Suivi des chômeurs et Service Public de l'Emploi

Sur le décret gouvernemental relatif au contrôle des chômeurs (qui prévoit la suppression des allocations après trois refus), la CFDT dénonce vigoureusement la disparition du SCRE (Service de Contrôle et de Recherche d'Emploi) qui permettait de prendre en compte la diversité

des profils et des parcours professionnels. Par ailleurs, il a exprimé ses plus vives réserves sur la notion "d'emploi valable" contenue dans la circulaire. Elle est une source potentielle de dérives par la radiation injustifiée de certains demandeurs d'emploi.

Réforme de l'UNEDIC

Stéphane Tual a pour sa part dressé un bilan de la situation actuelle de l'UNEDIC qui souffre d'un déficit de 13,2 milliards d'euros. Il a rappelé qu'une véritable politique volontariste de baisse du chômage permettrait de réduire ce déficit par la rentrée de cotisations sociales. En effet, si le déficit se creuse très fortement avec le taux de chômage actuel, un taux de chômage de 8,5% permettrait à l'UNEDIC de redevenir excédentaire. Parmi ses propositions, la mise en place d'un fonds de régulation financé par les entreprises - refusé par le MEDEF - serait une solution pour lutter contre les effets de creusement du déficit par l'emprunt.

Projet 2007

En clôture, Gwendal Rouillard a souligné quatre aspects fondamentaux du projet 2007 : la nécessité de promouvoir une économie plurielle assise sur des politiques industrielle, de recherche et d'innovation ; l'augmentation indispensable du pouvoir d'achat en jouant sur les salaires et sur la fiscalité (nationale et locale) ; en insistant sur le rôle des collectivités locales en matière d'emploi et de formation professionnelle, en particulier la Région ; en inventant une nouvelle démocratie sociale, fondée sur un partenariat cohérent entre le politique et le syndical.



Dans le cadre de la réflexion sur le projet 2007-2008, les sections du canton d'Hennebont (Inzinzac-Lochrist, Languidic et Hennebont) se sont réunies le vendredi 23 septembre. Autour de Richard Soubeiroux - Secrétaire fédéral à l'Economie - et Gwendal Rouillard, les militants ont échangé sur le thème de l'emploi, des délocalisations et de l'économie en général.

Manifestation le mardi 4 octobre

Pour l'emploi
Pour les droits des salariés
Pour l'augmentation du pouvoir d'achat

à l'appel unitaire des syndicats
et avec le soutien du Parti socialiste

Rendez-vous à 10h30

- À Lorient : Maison des syndicats
Bd Cosmao Dumanoir
- À Vannes : La Rabine
- À Pontivy : La Plaine

Calendrier du Congrès (national et départemental)

Mercredi 9 novembre

Vote sur les motions dans toutes les sections du département

Samedi 12 novembre

Congrès départemental au Fauouët

Vendredi 18

au dimanche 20 novembre

Congrès national au Mans

Jeudi 24 novembre

Election du Premier secrétaire national, du Premier secrétaire fédéral et des secrétaires de section

**Installation des instances
nationales et fédérales**

Pour vous informer sur le congrès du PS et les motions

Les différentes **motions**, ainsi que le **calendrier** du congrès, sont disponibles à l'adresse suivante : www.parti-socialiste.fr/congres2005/

Sont également consultables sur le Net les sites de trois des quatre motions représentées à ce jour dans la Fédération :

Site de la motion Hollande :
<http://alternativedegauche.net/>

Site de François Hollande :
www.fhollande.net/

Site du Nouveau Parti Socialiste :
<http://nouveau-ps.net/>

Site d'Utopia :
www.utopia-terre.org/

Réunions de sections sur les motions

Ploemeur - Vendredi 7 octobre -
20h00 - Local de Section

Ploërmel - Guer - Questembert - Josselin
Lundi 10 octobre - 20h30
Salle des Fêtes de Ploërmel

Hennebont - Mardi 11 octobre
18h30 - Local de section

Saint-Avé
Mercredi 12 octobre - 18h30

Sarzeau
Vendredi 14 octobre - 19h00
Salle municipale du centre nautique
(1er étage) - pointe de Penvins

**Vannes - La Roche Bernard /
Muzillac - Vendredi 21 octobre -**
20h30 - Palais des Arts et des
Congrès de Vannes

TRIBUNES DU CONGRÈS

Durant la phase du Congrès, le Rappel propose une tribune aux porteurs de motions. Quatre représentants se sont déclarés à ce jour au sein de la Fédération : il s'agit des motions de François Hollande, du Nouveau Parti Socialiste (NPS), de Laurent Fabius et d'Utopia. Trois tribunes vous sont proposées dans ce numéro du Rappel.

Socialistes pour réussir à Gauche

Motion présentée par François Hollande

Notre congrès doit être utile aux Français en ouvrant les voies d'un changement durable en 2007. Dans cet esprit, nous devons agir selon 3 principes :

- **La volonté**, c'est inscrire nos choix pour un nouveau modèle de développement qui porte une exigence de régulation de l'économie.
- **La vérité**, c'est la clé de la confiance entre les militants, les électeurs et le PS : tenir le même discours dans l'opposition comme au gouvernement.

- **L'unité des socialistes**, c'est la condition du rassemblement de la Gauche dans sa diversité.

Inspiré par ces principes, notre Projet doit permettre de :

- **Changer le monde** : renforcer la gouvernance mondiale en réformant l'ONU ; respecter les objectifs du "millénaire", annuler réellement la dette, et réformer l'OMC afin de favoriser le développement

partagé du monde.

- **Changer l'Europe** : nous souhaitons l'émergence d'une Europe sociale : revenu minimum européen, sécurité sociale professionnelle... Pour atteindre ces objectifs, le doublement du budget et la relance du processus politique via le PSE sont impératifs.

- **Changer la France** en proposant un **quadruple contrat aux Français** :
Le contrat social : notre but est de diminuer de moitié le taux de chômage d'ici 2012 en généralisant la RTT, en proposant un contrat unique d'insertion pour les jeunes, un contrat seconde chance pour les seniors et la sécurisation des parcours professionnels.

Le contrat républicain : il passe par un grand projet pour l'éducation, un plan pour le logement et une politique des territoires.

Le contrat citoyen : nous proposons notamment une politique de

prévention précoce et des plans de lutte contre les violences familiales et les discriminations.

Le contrat écologique : sous 10 ans, notre objectif est la division par 5 de la pollution globale et le doublement des énergies renouvelables (société sans pétrole).

Les 18 membres du Secrétariat Fédéral soutiennent la motion de F. Hollande : **Gwendal Rouillard** (Lorient), **Marylou Chappé** (Lorient), **Monique Danion** (La Vraie Croix), **Claudio Jelcic** (Guer), **Odette Herviaux** (La Croix Helléan), **Alain L'Hénolet** (Lanester), **Jean-Yves Le Drian** (Lorient), **Nathalie Le Magueresse** (Locmiquélic), **Loïc Le Meur** (Ploemeur), **Nicolas Le Quintrec** (Vannes), **Eric Mahé** (Lanester), **Geneviève Noblet** (Camoël), **Paul Paboef** (Questembert), **Jean-Marc Paous** (Kervignac), **Yves Péran** (Inzinzac-Lochrist), **Sohrab Rostam** (Ploërmel), **Cathy Soubeiroux** (Larmor-Plage), **Richard Soubeiroux** (Larmor-Plage).

NPS, des raisons d'espérer

Ami de Michel Rocard, j'ai lancé le débat sur la semaine de 4 jours en 1993. Au Congrès de Dijon, je n'avais pas rejoint NPS : certains critiquaient trop durement la direction et je n'étais pas d'accord avec ceux qui voulaient repousser l'élargissement de l'Europe. Aujourd'hui, je vote NPS. Pourquoi ?

La motion NPS est-elle à la hauteur de la situation ? Pas complètement. Tous les textes ont été rédigés un peu vite. Dans sa contribution, François Hollande fixait deux objectifs en matière d'éducation : 10 enfants par classe en Primaire en ZEP, 60% d'une classe d'âge à Bac + 4. Dans sa motion, les objectifs ont déjà changé : 15 enfants par classe, 60% d'une classe d'âge à Bac + 3. Sur l'Europe, la motion A fait des propositions qui n'ont rien de commun avec ce que le PS défendait aux européennes. Pourquoi ces changements ? Est-ce

bien sérieux ?

Mendès France disait que, faire de la politique, c'est agir ! Pourquoi la direction sortante n'a-t-elle rien fait pour peser sur le contenu de la Constitution ? Dès février 2003, nous écrivions qu'il y aurait un référendum et qu'il fallait agir avec les socialistes des 25 pays, pour obtenir un traité de l'Europe sociale. Il fallait agir ! A Solférino, on nous a ri au nez : "il n'y aura pas de référendum. On attendra les élections européennes pour parler de l'Europe." Bilan ? L'Europe est en crise et le parti est divisé.

Le texte de NPS ne prétend pas répondre à tout mais il propose une méthode pour élaborer collectivement le projet et il soulève les vrais problèmes sur la gravité de la crise sociale, sur les limites de la croissance, sur le besoin de réfléchir à d'autres liens entre générations. Il propose de relancer la négociation

européenne avec un traité social qui a déjà le soutien de leaders du Oui et de leaders du Non dans neuf pays...

Si la motion A a seule la majorité, le projet sera rédigé par trois anciens ministres. Les militants le découvriront par la presse. Le candidat aux Présidentielles en fera ce qu'il voudra...

NPS propose de prendre 9 mois pour rédiger le projet en travaillant avec tous ceux qui veulent plus de justice sociale. C'est ce qu'a fait le PS belge et ça a créé une dynamique fabuleuse. Etre 100.000 ou 200.000 à construire ensemble un nouveau contrat social. Etre 100.000 ou 200.000 à faire campagne ensemble. C'est le meilleur moyen de gagner en 2007, le meilleur moyen de donner à nos enfants des raisons d'espérer.

Pierre Larrouturou
larrouturou@europesociale.net

Utopia se bat contre l'aliénation des individus par la société de consommation

La société n'a pas pour but de produire des biens et des services ; l'homme n'a pas non plus pour finalité de consommer toujours plus pour atteindre la représentation du monde que lui propose publicités et dispositifs commerciaux.

Cette société souffre aujourd'hui de désenchantements profonds !

L'absence de normes extérieures aboutit à nous exposer au regard d'autrui et à son jugement. Ceci renforce l'existence du paraître : l'affirmation d'une identité réclame

un minimum d'ostentation. Ainsi les biens que l'on possède deviennent signe de notre identité. Cela se remarque particulièrement en ce qui concerne les vêtements ou les voitures.

La consommation perd ainsi sa finalité qui est de répondre à un besoin : on consomme parce que les autres consomment. **Nous proposons de privilégier l'être par rapport au paraître.**

Le système de consommation construit un mode de socialisation à part entière et a mélangé la notion

de besoin et de désir ; elle est devenue un acte civique.

L'ensemble de la société ne travaille que pour nourrir ce feu de la consommation.

Nous ne proposons pas de croissance négative mais plutôt l'abandon de l'objectif insensé de la croissance pour la croissance, de la consommation pour la consommation.

Jean-Luc Martin
06 85 57 28 10

La cornemuse au service des Droits de l'Homme

A la suite d'un déplacement au Liban en novembre 2004, Jean-Yves Le Drian - Président de la Région Bretagne et Député - a souhaité la venue d'un groupe de musiciens palestiniens au Festival interceltique de Lorient. Au-delà de la dimension musicale, leur présence a permis de sensibiliser l'opinion sur les conditions de vie des réfugiés palestiniens au Liban. La commission d'enquête internationale sur l'assassinat de Rafik Hariri doit rendre ses conclusions en novembre prochain. Elles détermineront l'horizon politique du Liban et de la Syrie.

Guirab

Créée en 1976, The National Institution of Social Care and Vocational Training, plus connue sous le nom de Beit Atfal Assoumoud, avait

pour vocation initiale de venir en aide aux enfants orphelins du camp de Tall al-Za'atar en leur fournissant des logements. L'institution s'attache désormais à soutenir les activités sportives, culturelles et associatives, destinées aux jeunes réfugiés des camps palestiniens. Dans le cadre de ces activités proposées par un groupe de scouts du camp de Bourj el-Chamali, le groupe Guirab (cornemuse en arabe) à été fondé en 1989. Les jeunes musiciens s'attachent depuis à promouvoir l'usage de la cornemuse au Liban.

Le Camp de Bourj el-Chamali

Le Camp de Bourj el-Chamali est situé à 3 km à l'est de Tyr, au Sud-Liban, et compte 19000 réfugiés palestiniens (ils sont 200000 dans le pays pour 4 millions de Libanais). Il a été installé à la suite du conflit israëlo-arabe de 1948, pour fournir des tentes aux réfugiés issus des



sonnière qui fournit d'insuffisants revenus journaliers à une population très pauvre. Les infrastructures du camp sont dans un état de délabrement avancé. L'eau potable et le système d'égouts ne fonctionnent que grâce à l'UNRWA (Organisme des Nations Unies chargée des réfugiés).

L'avenir des réfugiés palestiniens au Liban

La commission d'enquête internationale sur l'assassinat de Rafik

localités de Hawla et de Tibériade. Environ 80% des réfugiés du camp vivent de l'agriculture ; il s'agit d'une occupation sai-



Norbert Métairie - Maire de Lorient - a accueilli la délégation palestinienne à l'Hôtel de Ville en présence de Jean-Yves Le Drian, Gwendal Rouillard, Alain Chenal (Fondation Jean Jaurès) et Jean-Pierre Pichard (Directeur du FIL).

Hariri doit rendre ses conclusions en novembre prochain. Si l'implication de la Syrie est confirmée, le Président libanais Emile Lahoud devrait probablement tomber, quelques mois avant son voisin Bachar el-Assad. En conséquence, l'opposition actuelle - devenue majoritaire au Parlement depuis les élections législatives du printemps -

verrait ses positions se renforcer. Walid Joumblatt - leader des socialistes et pilier de l'opposition - pourrait donc veiller à l'amélioration des conditions de vie des réfugiés palestiniens. Jusqu'à ce jour, l'Etat libanais leur

interdit en effet l'accès à l'emploi, à l'éducation et à la santé. La venue médiatisée des jeunes musiciens au FIL 2005 a eu de fortes retombées au Liban. La prise de conscience se généralise ; désormais, espérons des actes.

MJS Mouvement des Jeunes Socialistes du Morbihan

Réforme des institutions la démocratie participative avant tout !

Réformer les institutions semble faire l'unanimité chez les socialistes. Chacun y va de sa formule mais peu considèrent qu'il est temps de renforcer le pouvoir décisionnel des citoyens.

S'inspirer des expériences qui marchent

Certains considèrent que la démocratie participative n'a pas de sens, en prenant pour exemple certains conseils de quartier qui ne traitent que des feuilles traînant sur les trottoirs ou qui sont trop souvent le lieu d'expression des intérêts particuliers. Si certaines expériences locales ne permettent pas aux citoyens d'agir sur la politique de la cité, il en est d'autres qui atteignent leurs objectifs. La Région Poitou-Charente est un des exemples réussis à travers notamment la mise en oeuvre du budget participatif lycéens. 10% du budget alloué aux lycées de la Région est utilisé selon les choix des lycéens. Après plusieurs mois d'élaboration de divers projets par différents groupes de lycéens, l'ensemble des élèves se réunissent et votent.

Définir le cadre et les conditions de la participation

Il ne s'agit pas de donner tout pouvoir à des citoyens qui ne représentent pas le peuple puisqu'ils n'ont pas été élus au suffrage universel. Le politique élu doit poser le cadre de l'action demandée aux citoyens soucieux de participer à la vie de la cité. Ce travail doit se faire dans le cadre du programme choisi par les électeurs, le politique l'ayant toujours à l'esprit. Cette méthode est encore au stade de l'expérimentation. On propose par exemple de sélectionner des citoyens et de les réunir durant quelques jours pour étudier les différentes possibilités d'appliquer le programme pour lequel ont été mandatés les élus.

Pour faire vivre la démocratie

La démocratie participative n'est pas la solution miracle pour pallier

à la crise de la démocratie représentative. Certes, cela peut y participer en permettant aux citoyens d'avoir prise sur la vie de la cité, face au rejet de la politique. Mais surtout, c'est l'essence même de la démocratie de faire plus que d'écouter les difficultés exprimées et de ne pas se contenter de proposer des solutions sans concertation ni dialogue. Tout processus décisionnel devrait ainsi être issu de la rencontre et de l'échange entre experts, citoyens et décideurs politiques.

Quand on parle de réformes des institutions, redonner du pouvoir aux citoyens doit ainsi être érigé comme une priorité et doit être notre méthode d'action dans la construction des politiques publiques.

Gwennan Melscoët
Animatrice fédérale

Les Mauvaises Gens

Le titre est d'Etienne Davodeau, qui raconte en Bandes Dessinées, une histoire de militants, celle de ses parents, Marie-Jo et Maurice. Du côté des Mauges, près d'Angers, une région ouvrière, rurale et catholique, après la guerre, ceux qui restent au pays découvrent l'usine. Et puis un jour un nouvel abbé débarque au village, un aumônier de la JOC qui dit aux jeunes de se prendre en charge. Là où régnaient depuis toujours des principes d'ordre et d'obéissance, de nouvelles idées vont germer. Non seulement on s'organise pour les loisirs, mais aussi dans la vie de tous les jours. Les jocistes ne tardent pas à créer des sections syndicales, luttent pour améliorer leurs conditions de travail, et passent leur temps libre au service de l'action collective. "Mais pourquoi faire ça avec des curés ?" s'étonne l'auteur né en 1965, allergique aux dogmes. Réponse de la mère : "Aucune de nous n'avait fait d'études, la JOCF nous fournissait un cadre de réflexion !"

En 1962, les parents Davodeau, passés à l'Action Catholique Ouvrière, restent de fervents militants de l'éducation populaire. De la CFDT au congrès d'Epinay, ils ne rateront aucune manif, aucune lutte sociale, dans un pays où la chaussure emploie encore du monde. Maurice deviendra conseiller municipal d'opposition. Sous l'étiquette du parti socialiste, il sera volontaire pour des élections perdues d'avance dans ces terres de mission, pendant que Marie-Jo militera à la CSF. Ces parcours ne vous rappellent rien, ni personne ? Sinon ceux de beaucoup de nos camarades des sections socialistes morbihannaises.

Avec ce livre passionnant, qui s'arrête en 1981, à l'arrivée de la gauche au pouvoir, Etienne Davodeau montre que la Bande Dessinée peut raconter, avec bonheur et talent, la réalité des militants, ces mauvaises gens qui veulent changer le monde, aux Editions Delcourt. N'attendez pas Noël pour faire des cadeaux !

Jean Marc Paous

En lisant mon journal, en écoutant la radio, la télé...

Le chômeur et le CAC 40

Ouest-France, mardi 20 septembre, nous annonce "Le chômeur qui refusera trois offres d'emploi perdra ses allocations".

Libération, vendredi 22 septembre, nous annonce des "Bénéfices records pour les cotés du CAC 40" et nous dit : "au premier semestre, les grands groupes français engrangent 40,5 milliards d'euros."

Premier secrétaire fédéral

Samedi 1^{er} et dimanche 2 octobre - Rennes
Lancement du Mouvement Sauvons l'Europe

Lundi 3 octobre - Vannes
Rencontre avec la FDSEA

Mercredi 5 octobre - Lorient
Rencontre avec la Ligue de l'enseignement

Vendredi 7 octobre - Ploemeur
Réunion avec la section (motions)

Samedi 8 octobre - Lorient
Forum des associations

Lundi 10 octobre - Ploërmel
Réunion de circonscription (motions)

Mardi 11 octobre - Hennebont
Réunion avec la section (motions)

Mercredi 12 octobre - Saint-Avé
Réunion avec la section (motions)

Actualité

La quête du logement

En ces temps de stagnation des revenus, voire d'érosion du pouvoir d'achat, il est une espèce particulièrement touchée par la rigueur des temps, c'est l'homo locaterus. Confronté à l'envolée des loyers ou au manque d'offre, cela se répercute toujours sur son budget. Qui ne connaît pas dans son entourage quelqu'un dont l'augmentation des dépenses liées au logement ne permet plus de finir le mois correctement, ou encore des jeunes obligés de s'expatrier dans les deuxièmes, voire les troisièmes cercles des agglomérations avec tous les problèmes liés aux transports qui peuvent se poser ? Pourtant la construction va bien, mais ce sont les prix qui dérapent. Que l'on m'explique comment on peut faire pour payer des appartements ou des maisons à 3500 euros le m² aux vues du niveau actuel des salaires du taux de chômage. Certes, tout le monde n'est pas concerné par les fins de mois difficiles. Pour s'en persuader, il suffit de voir les ventes d'appartements sous le statut de la loi De Robien, qui est un bon moyen de faire fructifier ses petites économies avec la bénédiction de l'Etat et du contribuable. Quand on sait que l'enveloppe destinée à la construction de logements sociaux correspond aux avantages fiscaux liés à la loi De Robien, on peut raisonnablement s'interroger sur la volonté du gouvernement de construire des logements ouverts à tous.

Un autre facteur essentiel de la crise est le foncier. Bon nombre de collectivités locales se heurtent à la rareté des terrains et surtout aux prix de plus en plus prohibitifs pour la construction de logements sociaux. La loi SRU, adoptée par la gauche, devait permettre une plus grande diversité d'implantation des logements sociaux dans les communes et une pénalisation de celles qui traînaient les pieds. Après quelques années de fonctionnement, certaines communes préfèrent payer une somme dérisoire plutôt que de mettre en pratique une vraie politique de mixité sociale. (suite ci-contre)

Développement économique local Affirmer le rôle stratégique de la Région

par Jean-Yves Le Drian

L'actuel processus de régionalisation conforte le rôle du Conseil régional pour la coordination des politiques économiques. De manière cohérente avec cette logique et conformément aux engagements de mars 2004, je souhaite donc affirmer le rôle stratégique de la Région Bretagne.



Nous reprenons les outils de l'action régionale pour plus d'efficacité et de lisibilité. Partager un diagnostic de l'économie locale, penser

globalement en terme de filières économiques, choisir les principaux axes stratégiques avec l'ensemble des partenaires, anticiper les mutations et s'organiser ensemble pour davantage de réactivité, tels sont les enjeux du futur Schéma régional de développement économique qui sera présenté au printemps 2006.

Auparavant, nous allons créer une Agence régionale de développement économique. Trois fonctions lui seront attribuées : être une force de proposition en s'appuyant sur les outils de veille ; assurer la coordination des différents acteurs et des domaines d'intervention ; attirer de nouveaux investisseurs sur notre sol (promotion de l'image, amélioration de l'offre territoriale).

Dès la fin de l'automne, l'Agence exercera ses missions sur l'international et l'innovation technologique. Parallèlement, elle s'attachera à organiser les champs de l'initiative entrepreneuriale et de l'innovation sociale, en concertation avec les Chambres consulaires pour le premier, et avec la Chambre régionale d'économie sociale (CRES) et l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT), pour le second.

Dans cet esprit, nous travaillons depuis plusieurs mois sur les pôles de compétitivité. Répondant à l'appel à projets du Gouvernement, nous avons mobilisé les compétences des entreprises, des universités, des collectivités et autres, pour pérenniser et créer des emplois de qualité. Résultat : les pôles *Images et réseaux* et *Sea-Nergie* (pôle Mer) sont labellisés parmi les 15 pôles mondiaux ou à vocation mondiale ; les pôles *Valorial* (Aliment de demain), *Automobile haut de gamme*, *Viandes et Produits carnés* au niveau national.

L'émergence de ces pôles aura des effets positifs pour notre département. La participation du *Pôle Images* de Lorient à *Images et réseaux*, celle de la Direction des constructions navales (société DCN) à *Sea-Nergie*, celle des acteurs de l'agroalimentaire à *Valorial*, illustrent cette capacité du Morbihan à se préparer aux défis de demain.

La Région réinvente également ses dispositifs de soutien au développement des entreprises. Il s'agit notamment de faciliter l'accès aux

fonds propres pour consolider leurs structures financières, ainsi que l'accès aux prêts bancaires par la mise en œuvre de fonds de garanties. Les aides régionales sont désormais ciblées sur les phases critiques d'une entreprise (création, innovation, diversification).

Par ailleurs, nous considérons l'économie sociale et solidaire comme un enjeu majeur. Ce secteur, qui concerne 14 % de la population active en Bretagne (dont les services à la personne), doit être soutenu. A ce titre, nous avons réservé 1,89 million d'euros sur quatre ans pour financer des emplois associatifs d'intérêt régional touchant à l'environnement, à la culture, au sport, aux relations européennes et aux solidarités internationales.

Notre projet régional repose sur une stratégie économique globale. Il donne aussi du sens à notre engagement pour l'amélioration des infrastructures (liaisons ferroviaires, aéroportuaires, maritimes et routières) et de notre cadre de vie (politique de l'eau, habitat, aménagement équilibré). Toutes nos énergies sont mobilisées pour préparer l'avenir et développer l'emploi en Bretagne et, bien sûr, en Morbihan.

La quête du logement (suite)

Il faut donc passer à l'étape suivante, à savoir doubler, tripler voire décupler ce que certains élus appellent "l'amende" pour les obliger à franchir le pas ou, pour les plus récalcitrants, à aider financièrement les autres

communes à continuer leur politique de mixité sociale. On ne pourra pas faire non plus l'économie de la création d'un établissement national doté d'un budget conséquent pour permettre l'acquisition de foncier par les communes, à l'instar de ce qui commence à être mis en place dans les régions. Jean Louis Boorlo, venu au

Congrès de l'Union Sociale pour l'Habitat tel le Père Noël avec sa hotte et ses cadeaux, est attendu au tournant. Le mouvement de l'habitat social attend des actes et non de vaines promesses caractéristiques de la pratique gouvernementale de la droite.

Le Cormoran

Abonnez-vous au Rappel du Morbihan !

Coupon à renvoyer à la Fédération du Parti socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient

Nom : Prénom :

Adresse :

Abonnement pour 1 an : 20 €

Le Rappel du Morbihan

Propriété de la Fédération du Parti Socialiste du Morbihan



Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■ Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur en chef : Tugdual Gauter ■ Rédaction, composition : 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient ■ Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■ Courriel : lerappeldumorbihan@wanadoo.fr ■ ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■ Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701 Hennebont cedex ■

Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Courriel :

Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste

Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55

Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fede56@parti-socialiste.fr

Espace "Fédération" du site Internet : www.parti-socialiste.fr/federation.php